

Mars 2013



منظمة الأغذية  
والزراعة للأمم  
المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food and  
Agriculture  
Organization  
of the  
United Nations

Organisation des  
Nations Unies  
pour  
l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones Unidas  
para la  
Alimentación y la  
Agricultura

# COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

<b>Huitième session</b>
<b>Rome, 8 - 12 avril 2013</b>
<b>Mobilisation de ressources (actions et résultats)</b>
<b>Point 9.2 de l'ordre du jour</b>
<b>Établi par le Secrétariat de la CIPV</b>

## I. Introduction

1. À sa septième session, la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) a adopté une stratégie de mobilisation de ressources visant à garantir la disponibilité d'un financement suffisant et durable qui serait utilisé pour réaliser les objectifs stratégiques de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV). La mise en place d'un cadre administratif établissant des procédures fiables et transparentes pour l'élaboration et l'exécution du budget de la CIPV constitue un élément clé de la stratégie. Dans un premier temps, la CMP a créé un comité financier chargé de veiller à la transparence financière et d'exercer une activité de surveillance.
2. La stratégie de mobilisation de ressources adoptée par la CMP à sa septième session (2011) prévoyait aussi l'élaboration de stratégies de communication et d'information. Ces thèmes sont abordés dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour de la huitième session de la CMP. En outre, les questions financières liées à la CIPV sont traitées dans le rapport du comité financier.
3. À sa première session, en juin 2012, le comité financier de la CIPV a estimé que la mobilisation de ressources faisait partie de ses principaux domaines de travail et prié le secrétariat de faire le point sur les actions entreprises et les résultats obtenus en matière de mobilisation de ressources. Le présent document recense les résultats de ces actions en 2012.

## II. Contributions financières et contributions en nature fournies à l'appui du programme de travail de la CIPV, en 2012 et jusqu'en février 2013

4. Le tableau 1 dresse la liste des contributions en ressources fournies par divers pays et organisations pour appuyer les activités de la CIPV, qui ont été reçues en 2012 et jusqu'à fin février 2013.

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*

**Tableau 1: Contributions financières et contributions en nature fournies à l'appui du programme de travail de la CIPV (janvier 2012 - février 2013)**

Partie contractante/ organisation contributrice	Contribution	Utilisation de la contribution
<b>Pays</b>		
Australie	Fonds fiduciaire pour les réunions et activités liées au renforcement des capacités, à l'échange d'informations/la communication et à l'établissement de normes	Appui au groupe de travail sur le renforcement des capacités et au recrutement de consultants pour le renforcement des capacités, l'échange d'informations et l'établissement de normes
Brésil	Accueil et financement d'un atelier	Atelier sur la certification phytosanitaire électronique (ePhyto)
Canada	2 membres du personnel	Appui à l'établissement de normes (temps partiel: 25% pendant toute l'année 2012)
Chine	Traduction	Portail phytosanitaire international chinois
Union européenne (UE)	Fonds fiduciaire pour la participation des pays	Contribution aux frais de voyage pour la participation à diverses réunions
UE	Fonds fiduciaire pour le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV	Mise en œuvre du Système, notamment recrutement de consultants
France	1 membre du personnel	1 personne pour appuyer l'établissement de normes (depuis mars 2012)
Italie	Financement d'un cocktail de la CMP	Financement de la majeure partie des frais du cocktail de la huitième session de la CMP
Japon	2 membres du personnel	1 personne pour appuyer l'établissement de normes (jusqu'en mars 2012) et 2 personnes pour la préparation de la septième session de la CMP (2 semaines)
Japon	Fonds fiduciaire pour 1 membre du personnel	1 personne pour appuyer le renforcement des capacités (depuis novembre 2012)
Japon	Arrangements associés à la septième session de la CMP, en 2012	Appui à la manifestation
Japon	Accueil et financement d'un atelier	Réunion du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Nouvelle-Zélande	2 membres du personnel	Appui à l'établissement de normes (temps partiel: 10% pendant toute l'année 2012 et 5% jusqu'en août 2012)
Nouvelle-Zélande	Fonds fiduciaire pour l'étude de faisabilité relative au centre mondial de traitement de la certification phytosanitaire électronique	Financement partiel de l'étude

République de Corée	Accueil de réunions et financement des frais de voyage de certains participants, et de publications de la CIPV	Atelier régional sur les projets de NIMP, symposium lié au Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV, publications arborant la «marque» de la CIPV
Fédération de Russie	Accueil d'une réunion et financement partiel des frais de voyage de certains participants	Atelier régional sur les projets de NIMP, pays russophones
Suisse	Fonds fiduciaire pour l'établissement de normes (contribution financière)	Appui à des groupes de travail d'experts (2) et aux réunions annuelles du Groupe technique sur les protocoles de diagnostic, et recrutement d'un consultant
Royaume-Uni	Un membre du personnel	Appui à la préparation de la septième session de la CMP (2 semaines)
Royaume-Uni - Financement de projet - «Renforcer la sécurité mondiale à l'interface santé-sécurité des animaux et des plantes»	Fonds fiduciaire pour l'évaluation de la capacité phytosanitaire (ECP) (contribution financière)	Traduction de l'ECP en arabe et en russe
États-Unis	Fonds fiduciaire pour 1 membre du personnel	1 personne pour appuyer l'échange d'informations/la communication pendant 12 mois
<b>Organisations régionales de la protection des végétaux</b>		
Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique, Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP), Conseil phytosanitaire interafricain (CPI), Organisation de protection des végétaux pour le Pacifique, Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA) et Comité de santé végétale du Cône Sud (COSAVE)	Aide à l'organisation de manifestations	Ateliers régionaux sur les projets de NIMP dans chaque région
Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique	Organisation de réunions et financement des frais de quelques participants	Atelier régional et prochain symposium lié au Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre
OIRSA et COSAVE	Financement des frais de quelques participants aux réunions	Ateliers régionaux
COSAVE	Arrangements associés à la CMP	Appui à la manifestation
OEPP	Accueil de réunions	Atelier sur la certification phytosanitaire électronique (ePhyto) et arrangements liés aux réunions du Groupe technique sur les protocoles de diagnostic. Appui au cocktail de la huitième session de la CMP

Organisation nord-américaine pour la protection des plantes	Membre du personnel	Préparation des septième et huitième sessions de la CMP (2 semaines), appui au cocktail de la huitième session
Organisation de protection des végétaux pour le Pacifique	Accueil d'une réunion et appui aux arrangements liés à la réunion	Vingt-quatrième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux
<b>Organisations</b>		
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture	Accueil d'une réunion et financement des frais de quelques participants	Atelier régional sur les projets de NIMP pour l'Amérique latine
Division mixte Agence internationale de l'énergie atomique/FAO	1 membre du personnel	Appui à l'établissement de normes (temps partiel: 5% pendant toute l'année 2012)
<b>Programmes de collaboration</b>		
Plusieurs parties contractantes, organisations régionales et organisations internationales	Accueil de réunions	Groupes de travail d'experts, groupes techniques et ateliers
Plusieurs parties contractantes, organisations régionales et organisations internationales	Organisation de réunions	Ateliers

### III. Actions en cours

5. D'autres actions actuellement menées à des fins de mobilisation de ressources et quelques activités connexes sont présentées ci-dessous:

- a) **L'Union européenne** (Direction générale (DG) Commerce et DG Santé et consommateurs (SANCO)) et le secrétariat de la CIPV ont organisé une série de réunions régulières, dont la plus récente s'est tenue en février 2013, pour examiner la collaboration, faire le point sur les fonds fiduciaires qui bénéficient actuellement d'un appui (fonds fiduciaires pour la participation des pays au processus d'établissement de normes et pour le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV) et étudier les domaines susceptibles de bénéficier de nouvelles contributions. En outre, la DG Commerce et la DG SANCO associeront et rattacheront le secrétariat de la CIPV aux initiatives « Une meilleure formation pour des denrées alimentaires plus sûres » pertinentes, afin de garantir la communication et la complémentarité, de mettre en évidence les possibilités de collaboration et d'éviter les redondances. Des suites seront données à la résolution du Conseil européen relative à la CIPV, afin de mettre en évidence les éléments des travaux de la CIPV qui revêtent le plus d'importance aux yeux de l'UE. La Commission européenne va également contacter le programme EDES du Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (pour un commerce horticole durable) et faire le lien avec les activités de la CIPV.
- b) **Les États-Unis** se sont engagés à fournir des fonds pour financer au moins un poste pendant un an, à l'appui des activités d'échange d'informations et de communication.
- c) **La Suède** envisage de financer un poste de cadre associé pour appuyer le renforcement des capacités, et la CIPV attend de connaître l'issue de cette réflexion en 2013.
- d) Un éventuel protocole d'accord avec **SSAFE** (Des aliments sains partout et pour tous), qui est un groupe de multinationales du secteur de l'alimentaire, est à l'étude suite à la réunion avec le secrétariat de la CIPV et les contacts établis par le groupe avec la FAO.
- e) Le secrétariat de la CIPV a approché plusieurs grandes institutions financières internationales (**IFI**), notamment la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de

développement, la Banque islamique de développement, la Banque asiatique de développement et le Fonds international de développement agricole, en vue d'étudier les possibilités de mobiliser des appuis.

- f) Le personnel du secrétariat de la CIPV a rencontré des représentants du Sultanat d'**Oman** qui examine actuellement des projets.
  - g) Le 6 mars 2013, une réunion sur place s'est tenue pour la première fois entre des représentants de la FAO et de l'Office fédéral de l'agriculture **suisse**, afin d'examiner les possibilités de financement futur pour la période 2014-2017. La FAO a présenté sa stratégie internationale remaniée et mis en relief ses activités principales, en mentionnant explicitement les activités normatives et les systèmes de gestion des connaissances de portée internationale ainsi que l'intensification durable des systèmes agroalimentaires (y compris les mesures sanitaires et phytosanitaires). La Suisse s'est engagée à «donner plus de poids aux activités principales de la FAO en apportant des ressources extrabudgétaires supplémentaires».
  - h) La **Belgique** envisage de fournir éventuellement une contribution (travaux de traduction et/ou détachement de personnel), suite à la réunion qui s'est tenue avec le secrétariat de la CIPV l'année dernière. Le rapport annuel de la CIPV sera présenté au nouveau gouvernement, en coordination avec le programme FAO-Belgique, le 6 juin 2013.
  - i) Concernant les efforts déployés en matière de promotion et de mobilisation de ressources, le secrétariat de la CIPV a élaboré du matériel propre à faciliter l'information à des occasions variées. Suite aux demandes formulées par la FAO, plusieurs séances d'information ont été organisées à l'intention de divers partenaires donateurs (à savoir les partenaires scandinaves, l'Australie, la Suisse, etc.).
  - j) **La République de Corée** a appuyé la CIPV de manière non négligeable, par le biais du financement de la publication de plusieurs documents arborant la «marque» de la CIPV.
  - k) De nombreux pourparlers ont eu lieu avec l'organisation CABI sur plusieurs thèmes, notamment l'initiative Plantwise et le détachement éventuel d'une personne au secrétariat de la CIPV pendant quelques mois, pour travailler sur des questions d'intérêt commun liées aux obligations des pays en matière d'établissement de rapports. Suite à la réunion, CABI et la CIPV sont convenus de communiquer régulièrement.
  - l) Le secrétariat de la CIPV continue de rechercher de nouvelles sources de financement et, à cet effet, participe aux réunions de donateurs qui se tiennent à la FAO et rend visite aux donateurs potentiels et aux pays dès qu'il en a la possibilité.
6. La Commission est invitée à:
- 1) *prendre note* des contributions fournies l'année dernière et des activités connexes en cours d'exécution et,
  - 2) *formuler* de nouvelles propositions/des idées pour la mobilisation de ressources supplémentaires